

GEOGRAPHIE ET HISTOIRE

REHBEIN, Ernest, *Essor et problèmes de l'agriculture danoise, un bilan technique, économique et humain*, Paris, Génin, 1963.

Les conditions naturelles du Danemark sont médiocres, cependant les 200.000 fermes danoises dont plus de la moitié a une superficie inférieure à 10 hectares, font du pays le premier exportateur mondial de viande, le second de beurre, le troisième de fromage.

Des précipitations pour 750 mm, surtout hivernales, imposent l'irrigation par aspersion. Des gels prolongés, 1800 heures d'insolation excluent certaines espèces fourragères (maïs). Le sol est sableux, couvert de moraines, sauf dans le sud où les collines argileuses fortement lessivées demandent des engrais organiques abondants.

Sur 3.000.000 d'hectares cultivés, la moitié est consacrée aux céréales avec prépondérance de l'orge (750.000) et le tiers aux pâturages. Ils alimentent 3.000.000 de bovidés dont la moyenne laitière s'établit annuellement à 4.500 lit. de lait, à 4,41% de matières grasses et 10.000.000 de porcs aux jambons arrondis et au lard alterné.

L'essor date de 1850 ; il s'explique par l'industrialisation des pays voisins, par l'action parlementaire (sur 175 députés dont 75 sociaux-démocrates, 50 députés paysans jouent les arbitres), par l'effort communal (épargne), l'entraide coopérative (90 % de la production laitière), l'activité syndicale (retraites élevées) et l'enseignement. Pour 200 fermes, un conseiller agricole formé par 4 années d'études à l'Institut royal agronomique et 6 ans de stage pratique. Dans 30 écoles agricoles de caractère technique fréquentent 75 % de la jeunesse agricole pendant cinq mois, tandis que tous les cinq mois, 65 Hautes Ecoles populaires accueillent 6.500 élèves sans obligation aucune. L'esprit communautaire des Danois, issu de leurs traditions ancestrales, le goût de l'instruction diffusé par les Réformes. La mentalité évolue vite : aujourd'hui, on s'insurge contre la servitude de la stabulation

libre individuelle que l'on souhaiterait mettre en coopérative pour libérer la main-d'œuvre. On réclame le regroupement des terres et la formation de communes de 3.500 personnes au plus. Paradoxe d'un monde en perpétuelle évolution : on ne peut s'empêcher de penser aux *kholkhozes* tant décriés.

R.V.S.

CLOZIER, René, *Géographie de la circulation*, tome I : *L'économie des transports terrestres (rail, route et eau)*, Paris, Génin, 1963.

Les espaces géographiques déterminant la circulation sont surtout les grandes zones climatiques : les régions arides sont encore le domaine des bêtes de somme, alors que les régions humides inter-tropicales sont souvent des aires de portage. A la zone arctique particulièrement défavorable s'oppose la zone tempérée privilégiée pour le développement des techniques modernes. Les principaux moyens sont la voie d'eau, la route, le chemin de fer. Les auxiliaires : les lignes électriques, téléphoniques, les aqueducs, gazoducs, oléoducs, les ondes radio, les émissions bancaires. Aux pays de haute civilisation matérielle souffrant de suréquipement répondent les pays sous-évalués, dont l'économie de subsistance est mal organisée, les transports rares et coûteux. Trois déficiences dans leurs communications : inachèvement, hétérogénéité, irrégularité. Les défauts sont d'ordre structurel (ruptures de charge) et fonctionnel (incompétence des agents). Beaucoup de ces données peuvent aider à expliquer les problèmes de circulation posés à nos ancêtres.

R.V.S.

Emilienne DEMOUGEOT, *Variations climatiques et invasions*, dans *Revue historique*, t. 233, p. 1 s., Paris, PUF, 1965.

Un optimum climatique semble se situer entre 6500 et 500 avant J.C. La limite des glaces se tenait alors jusqu'à 500 m plus haut qu'aujourd'hui. Il se caractérise par une augmentation de la plu-

viosité. D'Afrique, elle amena en Europe occidentale la civilisation agraire campennienne et omallienne (— 400 av. J.-C.). La phase de régression fut marquée par des pluies raréfiées : le Fayoum et la Caspienne baissent de niveau. Sévit la famine dont la Bible conserve le souvenir. Vers 2500 se situe le déplacement des peuples indo-européens. Les populations du Sahara se déplacent vers la vallée du Nil. Ces déplacements chassèrent peut-être ceux qui du Moyen-Orient, par les routes de la Méditerranée et de l'Atlantique allèrent élever les mégalithes, fusionnant d'ailleurs avec les populations mésolithiques. Les produits de l'agriculture l'emportent progressivement sur ceux de la chasse ou de la pêche. D'Est arrivèrent des éleveurs plus agressifs. Dès le deuxième millénaire, la charrue de bois est utilisée dans les terres marécageuses de la plaine baltique occidentale traversée par des chaussées de bois. Un certain commerce de l'ambre et des produits finis d'or et de bronze s'établit. Le bronze tardif s'étendra jusqu'à vers 500 av. J.C. Déjà des oscillations climatiques sont observables dans la stratigraphie des tourbières. Des mouvements de peuples se propagent : surpopulation, épuisement des sols, changement d'outillage ou d'armement, progrès de l'organisation tribale ou attrait créés par le grand commerce méditerranéen. Vers 500 av. J.C., les Nordiques doivent renoncer à progresser au Nord ; vers le sud déjà, ils se heurtent aux Celtes dans le Hartz et aux Slaves en Silésie. Le froid s'installe contraignant les lacustres suisses au départ.

En Proche-Orient, un maximum de sécheresse est atteint au XII^e siècle av. J.C. Non sans relation possible avec les migrations des « Peuples de la Mer », des Doriens, des Omriens, des Phrygiens, des Mèdes et des Perses. En Occident, le climat s'aggrave à partir de —500 ; froid et inondations dévastent les côtes ; les glaciers descendent de deux cents mètres, prélude à l'« Hiver des Géants » décrit par l'Edda. Vers —330, Pythéas le Massaliète trouve la mer gelée sur les côtes de Norvège. L'expansion celtique s'oriente résolument vers le sud, contournant sur un axe N.W.-S.E. les poussées germaniques qui se perdent vers —250 jusqu'en Bessarabie. Le grand hiver peut expliquer le grand branle-bas germanique des quatre siècles précédant le Christ. Une recrudescence de la transgression

marine explique les déplacements des Cimbres, Teutons et Ambrons, à la fin du II^e siècle. Mais le caractère brusque de leur mouvement peut être causé par une de ces redoutables tempêtes de sable qui soufflent au printemps dans ces régions et qui dut être plus redoutable encore au temps du climat froid et humide. Les fouilles attestent l'abandon des champs en cuvettes et des sillons couverts de sable. Quittant le Danemark, ils arrivent sur le Danube en 113. Ils pénètrent en Gaule du Rhin jusqu'en Espagne en 109, battent les Romains encore en 107 et 105, avant d'être exterminés en 102 et 101. Les *Gauten* (hommes) du Götland émigrèrent à leur tour, rejoints sur le continent par les Gépides (« trainards »). Les dialectes germaniques se formèrent dans la période de stabilité qui suivit. Mille ans plus tard, une nouvelle crise climatique poussa vers le sud les Vikings.

R.V.S.

HISTOIRE SOCIALE

Michèle PERROT, *Colloque sur la Première Internationale*, dans *Annales*, t. 20, p. 1200-1205, Paris, Colin, 1965.

L'Association internationale des travailleurs procède d'une double origine : ouvrière dans les pays à forte tradition prolétarienne, nationaliste et démocratique dans les pays d'organisation ouvrière réduite.

Dans les pays à forte tradition prolétarienne, l'Internationale est d'abord un super-syndicat chargé d'aplanir les rivalités de main-d'œuvre, désastreuses en cas de grève, et de défendre ou de promouvoir les salaires. Les ouvriers attendent d'abord une aide pratique, matérielle, dans leurs luttes. Dans les pays d'organisation ouvrière réduite, l'A.I.T. est la missionnaire des nationalités opprimées dont les malheurs touchent la sensibilité populaire : l'insurrection polonaise eut un grand retentissement auprès des travailleurs anglais, ceux-ci accueillent Garibaldi avec ferveur. Cet internationalisme n'a rien de libertaire ni d'antimilitariste. L'Internationale de 1864 est l'affirmation du droit des nationalités combattantes, leur alliance, à certains égards un syndicat de patriotes.

Sauf en Belgique, l'A.I.T. s'implante dans les secteurs les plus menacés par l'évolution économique. Ainsi, la haine du

bagne industriel, trait fondamental de la psychologie ouvrière dans la seconde moitié du XIXe siècle, expliquerait aussi bien le succès de l'idée coopérative que celui de l'Internationale : la société de producteurs, pour un long terme, modèle rêvé par l'élite ouvrière française, n'est-ce pas la projection nostalgique de la dignité, des libertés perdues ?

La grandeur de l'Internationale contraste avec sa petite taille. Le mythe de l'Internationale, c'est la naissance, dans un monde que les terreurs de la faim avaient quitté, d'une eschatologie de type nouveau, industrielle. Dans le domaine de l'idéologie, l'Internationale a été une impulsion créatrice : elle a fait Karl Marx. Le marxisme se fait à ce moment, il ne pénètre pas, il se crée.

R.V.S.

R. OBERLE et P. LEUILLIOT,

L'enseignement au XIXe siècle et l'histoire sociale, dans Bulletin du Comité des travaux historiques,
t. IV, p. 25-39, Paris, 1962.

L'école reflète la société qui l'institue et l'organise puisque son rôle est de former des hommes répondant à l'idéal que se forge cette société. L'enseignement demeure ainsi en liaison, — différée il est vrai, — avec la conjoncture politique, les structures sociales, les croyances religieuses... Ainsi, après les commotions révolutionnaires, devant l'essor du machinisme, la Bourgeoisie sent-elle la nécessité d'ajouter à la culture humaniste, une formation temporelle préparant efficacement à la vie réelle. Cette urgence est particulièrement perçue dans les milieux d'affaires. Dès 1812, on s'oppose là à la prépondérance du latin. L'enseignement scientifique pénètre dans les programmes sporadiquement, la pédagogie est moins axée sur l'harmonie classique que sur les réalités contemporaines.

L'historien doit procéder à une triple enquête sur la pédagogie, les élèves, les maîtres. Dans le premier cas, sa recherche doit déterminer dans quelle mesure l'école est conservatrice du passé, citadelle de résistance des forces traditionalistes, puissance de renouvellement et de progrès. Les changements dans les méthodes révèlent une modification de la finalité de l'enseignement, la répartition des matières correspond à un état des mentalités collectives ; ainsi, les sciences,

l'histoire moderne, les langues vivantes préparent avant tout les élèves à l'intelligence du monde contemporain.

L'étude de la fréquentation scolaire reflète également les tendances représentatives de la société. Elle varie selon les temps, les lieux, les saisons même.

La situation matérielle, morale, intellectuelle du corps enseignant est fort intéressante... Pour conduire ces enquêtes, on peut notamment analyser les discours de distribution des prix, les doléances des maîtres, les débats de presse, le texte des conférences pédagogiques, etc.

R.V.S.

WILLARD Claude, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : les Guesdistes,*

Paris, Editions sociales, 1965.

D'abord secte de caractère messianique, le Guesdisme s'aperçoit de l'absence de spontanéité ouvrière et de la nécessité d'une organisation fortement centralisée et d'une doctrine : le marxisme. Jules Guesde, Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, Gabriel Deville forment le noyau des militants. Ils enregistrent des succès à partir de 1890, comme mouvement de masse, et figurent bientôt comme parti politique. De sérieuses difficultés s'annoncent cependant. La structure sociale et économique d'un pays dont l'évolution vers la grande industrie n'entraîne qu'une faible concentration en raison de la résistance des petites et moyennes entreprises, de la ténacité de la classe moyenne et du maintien de la petite propriété paysanne. D'où la très grande hétérogénéité du prolétariat dont une partie est concentrée dans les flots alors qu'une autre reste marquée par les entreprises artisanales qui les occupent. L'abondance des tendances idéologiques n'est pas une mince affaire d'autant que le zèle à l'étude doctrinale n'est pas le fort des militants. Le marxisme reste suspect en raison de ses origines prussiennes. Il reste schématique, même chez Lafargue qui le connaît le mieux, d'où la faiblesse du mouvement incapable de s'adapter aux nécessités de la stratégie révolutionnaire, et livré aux hasards de l'empirisme. Tel quel, le *Parti ouvrier français* apparaît cependant comme le bloc le mieux soudé au début du XXe siècle. Mais déjà, il est en proie à une dualité : marxiste dans les régions normalement

socialisantes, il est radical socialiste dans les terroirs de démocratie traditionnelle. Intellectuels et commerçants l'emportent dans les cadres dirigeants. On assiste donc à une renonciation progressive de la lutte révolutionnaire et on incline vers la conquête du pouvoir par les voies légales. Il en résulte des compromissions avec les paysans et un certain nationalisme. Les jeunes militants se sentent dès lors attirés par le syndicalisme révolutionnaire. Un redressement s'opère à la suite de l'expérience Millerand. Les guesdistes condamnent le ministérialisme et reviennent à une position de classe. Sciérosé, le mouvement glisse cependant de plus en plus vers le réformisme. Il n'en reste pas moins que lors de la scission de Tours en 1920, la S.F.I.O. et le Parti communiste revendiquent les guesdistes comme leurs précurseurs, car de fait : « Des lendemains de la Commune à 1905, le P.O.F. est, de fort loin, l'école socialiste qui enrichit le plus le patrimoine du mouvement ouvrier et socialiste français. Artisans de la renaissance du mouvement ouvrier et introducteurs du marxisme en France, les guesdistes créent le premier parti indépendant de la classe ouvrière, un parti de classe qui rejette toute compromission avec la bourgeoisie et s'impose une discipline de combat. »

R.V.S.

Oliver Henry RADKEY, *The Sickie under the Hammer. The Russian Socialist Revolutionaries in the Early Month of Soviet Rule*,
N.Y., Columbia U.P., 1963.

Les socialistes-révolutionnaires, héritiers des *narodniki* du XIXe siècle, ont fait contre eux l'unanimité des autres révolutionnaires qui les accusent d'avoir vendu la Révolution aux Blancs. Au printemps 1917 cependant, sauf dans les villes industrielles et en Biélorussie, les populistes l'emportent partout. Les cadres s'étant vidés, il est normal que les *intelligenty* s'emparent des leviers ; certaines villes telles que Saratov, Karkhov, Voronej ne restèrent pas indifférentes. Infiniment supérieurs en tactique révolutionnaire, les Bolcheviques ont concentré leur influence sur les travailleurs urbains et sur l'armée ; ils peuvent ainsi reprendre en main la base à l'exception des pay-

sans pour conquérir lesquels manquaient de militants. Après l'échec de la tentative bolchevique de juillet, les S.R. se méfiant de la droite se gardent de ce côté et ne volent pas la menace qui grandit à gauche. Leur indécision, le caractère vague de leur programme, lassent finalement les travailleurs qui leur avaient fait confiance. L'entrée de S.R. au gouvernement bolchevique fut une manœuvre pour diviser cette faction qui continue à les attaquer en les présentant comme des agents de l'Allemagne et des affameurs. La dispute entre S.R. et bolcheviques pour la mainmise sur les paysans se solde au bénéfice des seconds, mais sans que les paysans apparaissent toujours convaincus.

R.V.S.

Georges LEFRANC, *Histoire des doctrines sociales dans l'Europe Contemporaine*,
Paris, Aubier, 1967.

L'auteur a étudié depuis plus de 35 ans le socialisme français, le syndicalisme français ou étranger et l'histoire du travail. Il met l'évolution des doctrines sociales en relation avec les faits économiques, sociaux et politiques qui les encadrent. En partant de Saint-Simon, 1760-1825, il arrive à l'année 1968. On trouvera ici des idées intéressantes sur l'opposition du communisme et du socialisme en 1919 et 1920, sur le socialisme de Léon Blum et sur celui de Henri de Man. Il est certain que dans ses conclusions l'auteur émet des idées originales mais très personnelles. Il termine sans doute par une note optimiste : Pour l'historien de l'avenir, peut-être les doctrines sociales des 19e et 20e siècles n'apparaîtront-elle que comme des tâtonnements dans l'ombre à la recherche d'une plus grande vérité qui réunira la plupart dans ce qu'elles ont de meilleur. C'est une thèse optimiste peut-être, mais qui ne rencontrera certes pas toutes les adhésions. Un index des noms cités avec quelques indications, une bibliographie terminent ce livre qui est appelé à rendre de grands services à ceux qui veulent s'initier aux doctrines sociales. Il retiendra sans doute l'attention des spécialistes et leur suggérera peut-être des thèmes de recherche même ou surtout si les idées que Georges Lefranc émet rencontrent une certaine opposition.

J. D.

ANTIQUITE

Maurice MEULEAU,

Le Monde antique,

collection Le Monde et son histoire,
éditions Bordas-Laffont, Paris, 1966.

Tome I : De la Préhistoire à l'histoire -
Les peuples de l'Orient classique - Les
Grecs et l'expansion de leur civilisation.

Tome II : Civilisations d'Extrême-Orient -
Le monde des Barbares - Rome.

La série « Le Monde et son histoire »
comportera dix volumes dont le but est
de présenter au public une synthèse des
connaissances et des activités humaines
de la préhistoire à l'époque contemporaine.

Le texte dépasse de très loin la simple
vulgarisation : les sources et les références
sont très nombreuses, de bonne qualité
et basées sur la bibliographie la plus
récente. Pour chaque période étudiée
interviennent les données de la géographie
humaine, de l'économie, de l'histoire, de
l'archéologie. Schémas, plans, cartes évolutives
complètent très heureusement le
texte.

Le grand mérite de ces deux volumes
est d'élargir l'étude du monde antique
dans l'espace en y introduisant l'Asie
Orientale (Inde et Chine). D'autre part,
l'auteur a accordé à certains domaines
trop souvent négligés une place plus
grande que dans les études traditionnelles :
civilisations cananéenne, araméenne,
hittite, hellénistique, celtique, scythe.

Mais c'est dans l'iconographie que le
professeur d'histoire trouvera son plus
grand profit : quelque 1300 photos dont
certaines en couleurs accompagnent
le texte. Outre son abondance, l'iconographie
présente l'avantage d'être très variée
(paysages, archéologie) et de montrer à
côté d'œuvres connues beaucoup de documents
dont la reproduction est difficile à
trouver ailleurs. A titre d'exemple,
l'auteur a utilisé largement les monnaies
et les objets ou les scènes se référant à
la vie quotidienne et au monde du travail
agricole ou artisanal.

Le tome II se termine par une bibliographie
succincte et un index abondant. Cet ouvrage
trouverait sa place dans toutes les bibliothèques
personnelles ou scolaires.

M.R.V.

Alfred NAWRATH, *La mer Egée,*
Kümmerly et Frey, Berne, 1966. 675 FB

Ce très beau livre comprend trois parties :
les photos, un bref commentaire des photos
et un texte de vulgarisation générale offrant
au grand public un résumé des données
historiques, mythologiques, économiques,
archéologiques. Le tout est accompagné
d'une carte très claire où sont reportés
les numéros des photos, ce qui permet
un repérage rapide.

Les photos sont d'excellente qualité
quoique parfois les couleurs en soient
excessives. Le professeur d'histoire y
trouvera matière à illustrer la configuration
du paysage, l'habitat, l'archéologie antique
et moyen-âgeuse, la vie quotidienne (agriculture :
scènes de battage, moisson, culture en
terrasses ; élevage, pêche, travail du marbre).

Un des grands mérites de l'ouvrage est
de ne pas limiter la mer Egée aux îles
traditionnelles : les auteurs y présentent
en même temps l'archipel, les côtes grecques
(de l'Athos à l'Attique), l'Asie Mineure
(d'Assos à Anamur) et Chypre.

M.R.V.

Roland CRAHAY, *La religion des Grecs,*
collection Problèmes, Labor, Bruxelles,
1966.

Présenter valablement en 200 pages la
religion grecque est une gageure dont M.
Crahay a surmonté aisément les difficultés
sans laisser de côté aucun aspect
essentiel du sujet. L'auteur expose dans
les dix premiers chapitres de l'ouvrage les
connaissances traditionnelles sur la religion
grecque : religion officielle, religion
individuelle, présence du sacré, puissance
divine, conceptions sur l'univers et les
hommes, rites, cultes à mystères, attitudes
du croyant vis-à-vis des dieux, etc.

Le chapitre XI nous semble un des plus
intéressants : l'auteur y tente une
classification des tensions et des oppositions
qui, dans un ensemble aussi mal défini
que la religion grecque, prennent une
place bien plus large que dans une religion
dogmatique. M. Crahay distingue les
domaines suivants :

1) D'Homère à Euripide, l'évolution du
jugement moral sur l'anthropomorphisme
des dieux lié au problème du mal et de
la responsabilité.

2) Le rationalisme à l'assaut de la religion
semble avoir été surtout du res-

sort des historiens grecs : M. Crahay base le rationalisme d'Hérodote sur sa connaissance des religions étrangères, parle du « mépris glacial de Thucydide pour le surnaturel » et fait de Polybe le « théoricien du rationalisme historique ».

3) La satire : Aristophane, cependant opposé aux novateurs comme Socrate ou Euripide, ruine l'anthropomorphisme au profit d'une piété authentique. Lucien au contraire sape les bases mêmes du sentiment religieux.

Sur 200 pages, M. Crahay a le grand mérite d'avoir cité 125 textes repris à la littérature, à la philosophie, aux inscriptions, et cet ensemble constituera un recueil précieux pour tous les historiens.

M.R.V.

Pierre DEVAMBEZ avec la collaboration de Robert FLACELIERE, Pierre-Maxime SCHUHL et Roland MARTIN, *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Hazan, Paris, 1966.

Réalisé sous la direction de quatre éminents spécialistes de la civilisation grecque, ce dictionnaire propose en 500 pages, 400 articles et 400 photos illustrant l'essentiel de la vie grecque depuis le II^e millénaire avant notre ère jusqu'aux débuts du christianisme.

A côté des noms propres de lieux et de personnes, les *realia* tiennent une grande place : d'importantes et intéressantes ruines sont consacrées par exemple à l'agriculture, à l'alimentation, à l'histoire, à l'éducation, à la douane, aux contrats, à la monnaie, etc.

Les articles s'accompagnent souvent de citations de textes, et l'illustration tout en présentant l'essentiel des grandes œuvres apporte aussi une moisson d'œuvres moins connues, puisée dans les ressources de la céramique, des bas-reliefs ou des monnaies. A titre d'exemples : p. 62, un relief peu exploité représentant une scène médicale ; p. 255, une pyrrhique (relief du Musée de l'Acropole) ; p. 259, le jeu de la balançoire (amphore du VI^e s.) ; p. 298, coffret à linge et bahut (plaques de terre cuite du Ve s.). Un ouvrage de consultation facile et sûr pour les professeurs et les élèves.

M.R.V.

LE NORD DE LA GAULE A L'EPOQUE MEROVINGIENNE

André JORIS, *On the edge of two worlds in the heart of the new empire :*

the Romance regions of Northern Gaul during the Merovingian period, dans *Studies in Medieval and Renaissance history*, vol. III, Lincoln, University of Nebraska Press, 1966, 52 p., 2 cartes.

Cette belle synthèse, bien charpentée et très solidement documentée, était primitivement la contribution que l'auteur devait apporter à une « Histoire de la Wallonie » aujourd'hui abandonnée. Si l'œuvre prévue devait avoir la qualité de cet exposé, il nous faudrait la regretter très vivement. Outre qu'elle eût comblé une lacune trop évidente, elle eût apporté aux historiens et aux enseignants du pays wallon une mise au point scientifique remarquable de leur histoire régionale.

L'article se divise en deux parties essentielles. *L'effondrement* (pp. 3-21) retrace les invasions du nord de la Gaule, la formation du royaume franc mérovingien, pose le problème et analyse la littérature érudite relative à la frontière linguistique et à la colonisation franque. *Vers un nouvel équilibre* (pp. 21-50) esquisse les « conditions de la vie matérielle », administration, classes sociales, peuplement, agriculture, métiers, commerce, décrit « L'Eglise et l'évangélisation » et la « Culture intellectuelle et artistique », pour conclure synthétiquement (pp. 50-52).

Sur les ruines laissées par les migrations germaniques, un état de choses nouveau s'élabore lentement, péniblement : une séparation linguistique, complexe, instable difficile à expliquer ; une administration embryonnaire ; une société lente à intégrer, où finiront par dominer le droit franc, la langue romane et la religion chrétienne ; une économie à prédominance agricole, où le commerce et l'industrie mosans réussiront à se maintenir et à progresser ; un effondrement de la culture latine, que le clergé réussira pourtant à sauvegarder. Deux faits à noter : la concomitance de l'évangélisation et d'une reconquête romane de certaines régions en partie germanisées, le retard de la vallée scaldienne par rapport au pays mosan, moins bouleversé par les invasions, mieux situé sur l'axe commercial de la Meuse et qui va tirer un immense bénéfice de l'accession de l'Austrasie et des Carolingiens.

L'intérêt de cette belle synthèse, c'est qu'elle nous présente à la fois un exposé succinct, précis, documenté, de notre histoire régionale à l'époque mérovingienne, et une abondante bibliographie qui nous permettra de prolonger notre enquête.

de la police sur un peuple dépossédé de tous ses droits. Tandis que la condition des serfs était aggravée au point de se confondre avec l'esclavage, les privilèges et les droits de la noblesse étaient continuellement renforcés. Les restrictions qui limitaient la faculté de disposer des serfs furent en particulier abolies. Les serfs furent exclus du serment directement prêté au souverain et immédiatement soumis au propriétaire pour l'imposition. En 1760, la noblesse obtint le droit de déporter les paysans pour peupler la Sibérie.

A la même époque, une espèce de fièvre saisit les hauts dignitaires qui désirèrent tous devenir propriétaires de fabriques, de sociétés commerciales et qui se font délivrer des privilèges de monopole.

L'activité industrielle même développée sur les domaines seigneuriaux entraîne une plus-value de la bourgeoisie dont les droits politiques ne sont pas accrus pour autant. Certains bourgeois enrichis, grands propriétaires de manufactures et gros fermiers aspirent à entrer dans la noblesse. Certains y réussirent, ils devinrent ainsi propriétaires de serfs, tandis que les ouvriers salariés employés dans ces entreprises étaient transformés en esclaves.

Le XVIII^e siècle fut l'époque au cours de laquelle la noblesse esclavagiste consolida ses privilèges, s'adapta aux transformations de l'économie et devint une couche parasitaire, tandis que l'appareil administratif évoluait vers une bureaucratie croissante et que les travailleurs perdaient leurs dernières libertés.

Sous Elisabeth, Pêtr Ivanovitch Suvalov prôna des réformes. Son projet concernant l'administration favorisait la noblesse, car il demandait l'exclusion des roturiers. Sur le plan financier, il pousse à l'accroissement des impôts indirects, au développement du commerce et de l'industrie par des mesures douanières, aux manipulations monétaires. Les droits de douanes furent reportés aux frontières extérieures, ils favorisèrent la formation d'un marché de caractère bourgeois. La justice reste entre les mains de la noblesse. La partie du Code concernant la condition des sujets définissait une société dominée par la noblesse. Celle-ci a seule le droit d'utiliser des serfs dans les fabriques, d'exploiter certaines activités industrielles ou minières.

La sécularisation des biens des monastères donne aussi satisfaction à la

noblesse dans la mesure où elle limite les insurrections paysannes fréquentes sur ces terres d'église.

R.V.S.

Michel LARAN, *Nobles et paysans en Russie, de « L'Age d'Or » du servage à son abolition (1762-1861)*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 21, p. 111 - 140, Paris, Colin, 1966.

Il est difficile de comprendre les problèmes de la Russie soviétique et l'ampleur de sa Révolution si l'on ne connaît pas les structures sociales qui l'ont provoquée. Or, l'historien occidental reste mal informé sur cette matière. Cette mise au point vient à point nommé pour éclairer nos enseignants. Face au serf, qui est aussi domestique, artisan, contribuable et soldat, le seigneur est le propriétaire foncier, le patron, l'employeur, le collecteur d'impôts, l'officier. Il est le juge, l'administrateur, le recenseur. Il devrait être un père, un directeur de conscience, un conseiller agronomique, un sauveur en cas de famine. En fait, dans un Etat qui, si autocratique que soit le souverain, a besoin de ses services, mais ne peut les exiger depuis le manifeste de 1762, le seigneur est le maître absolu de ses paysans. Depuis 1767, Catherine II a supprimé le droit de pétition des paysans. La seule mesure humanitaire prise par l'armée des philosophes fut de supprimer l'usage du marteau du commissaire-priseur lors des adjudications de serfs. La *soumission silencieuse* est recommandée à ceux-ci par le *Recueil des lois* de 1832. La *Société libre d'économie* de Petrograd affirme que le paysan n'est pas un adulte doué de raison, de volonté et de finesse : il est instable, imprévoyant, grossier, voleur, menteur et surtout paresseux. Il n'est au mieux qu'un grand enfant. Les seigneurs présentent leur droit de tutelle comme l'application d'un devoir charitable. Les biens des Cheremetiev couvraient en 1800 une superficie de 769.750 *desiatines* (d'un hectare, 09) avec 210.340 serfs. Les divers domaines étaient confiés à des intendants (*prikachtchik*), véritables tyrans volant le maître et les sujets, trompant le seigneur et sabotant ses timides efforts de réforme.

Des amendes frappaient les célibataires, la jeune fille à partir de 17 ans, la veuve jusqu'à 45 ans, l'homme jusqu'à 59 ans. La médiocrité de l'agriculture, la faculté d'utiliser les serfs comme main-d'œuvre, entraîne l'essor de l'industrie.

te, chacun pour notre région. Nous en saurons à l'auteur le plus grand gré, tout en regrettant que ce soit à une revue américaine peu accessible à nos enseignants qu'il ait cru devoir confier son travail.

J. Du.

DEPARTEMENTS BELGES SOUS L'OCCUPATION FRANÇAISE

Robert DEVLEESHOUWER, *L'arrondissement de Brabant sous l'occupation française, 1794-1795, aspects administratifs et économiques*, Bruxelles, Institut de sociologie, 1965.

Nos compatriotes apprennent l'histoire du Régime français à travers l'œuvre de P. VERHAEGEN, *La Belgique sous la domination française*, dont la conception remonte au début du XX^e siècle et dont le titre est en soi un programme. Le mérite de R. Devleeshouwer est d'avoir démontré de manière péremptoire le caractère calomnieux des informations fournies par ce gros ouvrage auquel certaines *Conférences de la société d'art et d'histoire de l'ancien diocèse de Liège*, publiées à la fin du XIX^e siècle avaient montré la voie. On sait que lors de la deuxième invasion française, les provinces belges furent davantage traitées en ennemies qu'en amies en raison du grand nombre de col laborateurs des Autrichiens. Si le fait reste incontestable, il y a lieu de souligner que l'administration mise en place par les Français comprenait de nombreux Belges soucieux de ménager leurs concitoyens. Les contributions de guerre ne furent payées que très partiellement, et les otages enlevés en garantie furent bien traités.

Le nombre d'émigrés originaires de ces régions ne dépasse pas 80.000 soit dix fois moins que le chiffre cité par Verhaegen. Leur retour fut rapide. La fraude de grain à destination de la France rapporta gros aux Belges qui s'y livraient. Quant à la justice, ainsi que l'avait démontré G. de FROIDCOURT dans son étude sur *Le Tribunal révolutionnaire à Liège*, elle fut humaine, équitable et même débonnaire.

R.V.S.

Roger DARQUENNE, *L'histoire économique du département de Jemappes*, fasc. 1 du 79^e vol. des mémoires et publications de la société des sciences, des arts

et des lettres du Hainaut. Adresse : Maison Losseau, Mons. 1965.

Les progrès économiques du département de Jemappes commencèrent avec le Consulat. Ils se marquèrent par la création de voies de communication, l'expansion de l'Industrie houillère débarrassée de la concurrence anglaise et qui trouvait un exutoire en France et à Bruxelles ; progrès des Industries textiles et de la porcelaine, spécialement à Tournai qui est alors la ville la plus prospère avant Mons, préfecture peu attrayante et Charleroi, qui s'éveille à peine ; progrès de l'agriculture, notamment par la suppression de la jachère. Essor de la bourgeoisie qui se partage les biens nationaux et accède aux fonctions publiques. La noblesse qui n'a pas émigré comme en France, reste une puissance financière. L'auteur a des pages poignantes sur la détresse de la classe ouvrière.

La crise économique de 1810-13 fut moins pénible pour la bourgeoisie que la séparation d'avec la France en 1814. Chez certains bourgeois wallons, la poussée d'Irrédentisme français en 1831 s'explique, en partie, par l'espoir de retrouver les marchés français. En résumé, un ouvrage solidement documenté et d'une remarquable objectivité.

L.P.

LA RUSSIE AU XVIII^e SIECLE

S. O. SCHMIDT, *La politique intérieure du tsarisme au milieu du XVIII^e siècle*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 21, p. 95-110, Paris, Colin, 1966.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, ce ne sont plus les services rendus par les ancêtres qui déterminent la situation d'un noble dans la société tsariste, mais l'importance de ses terres et le rang de l'administration auquel l'avait poussé son ancienneté. Cependant, l'exploitation des paysans et des couches laborieuses de la population s'intensifiait, provoquant un mécontentement qui parfois tournait à l'émeute. La politique extérieure plus active conduisait en effet l'Etat à être plus exigeant et à renforcer les pouvoirs des fonctionnaires et de l'armée. Ces transformations allaient par la suite faire de l'appareil d'Etat une immense machine bureaucratique indépendante et aboutir à la toute-puissance des fonctionnaires et

Le *Voyage de Saint-Petersbourg à Moscou*, de Radichtchev Alexandre, reflète bien le drame de cette classe servile.

Sous Nicolas Ier, les troubles deviennent plus nombreux. La *pougatchovchtchina* (soulèvement de Pougatchov au XVIIIe s.) se multiplie de 1826 à 1856, les soulèvements passent de 35 à 59 par an, en moyenne. Aussi certains inclinent-ils à tirer un meilleur parti de cette main-d'œuvre en libéralisant l'emploi ; d'autres entreprennent de rendre au moujik sa dignité d'homme : Herzen, Tourguéniev, Pouchkine, Khomiakov, Nekrassov, etc. Dans les territoires polonais de Vilna, Grodno, Kovno, l'âpreté des propriétaires est plus grande encore qu'en Russie. Quelques tentatives de réformes spontanées (substitution de la redevance à la corvée), des négociations secrètes se heurtent à l'obstination des conservateurs. Le mécontentement entraîné par la Guerre de Crimée décide d'une réforme limitée par transport des terres à la communauté paysanne. Les intéressés pourront racheter individuellement. Des libertés individuelles sont accordées. Des deux côtés, le mécontentement subsiste, mais telle quelle la réforme crée de nouvelles structures : agriculteurs capitalistes (*koulaks*), hommes d'affaires, prolétariat ouvrier formé de paysans ruinés et d'artisans.

R.V.S.

F. DE LABRIOLLE, A. N. Radiscev et les philosophes français du XVIIIe siècle, dans les *Cahiers du Monde russe et soviétique*, n° 3, 1964.

Dans la Russie du XVIIIe siècle quelques intellectuels endossent réellement les idées nouvelles, non pour s'en parer comme Catherine II, mais pour y chercher le salut de millions de Russes encore esclaves en plein siècle des lumières. Radiscev, parmi eux, joue le rôle joué en France par J.-J. Rousseau. On retrouve dans ses écrits les idées de celui-ci jointes à celles de Helvétius, d'Holbach et surtout celle de Raynal, mais avec une coloration originale, une résonance plus humaine, typiquement russe.

Comme Rousseau, il rejette le pouvoir de droit divin, et prône, avec le Contrat social, le principe des droits égaux et imprescriptibles des hommes. La propriété est la source de l'inégalité et de l'injustice sociale. Son expérience personnelle de la société russe dans sa brutale réa-

lité l'éloigne de solutions utopiques : l'homme est ce que fait de lui son éducation, son état social. Un esclave a une âme d'esclave. Plutôt que de lui apporter un enseignement, il vaut mieux lui rendre la liberté et en faire un homme. Pour la même raison, Radiscev n'est pas séduit comme les Encyclopédistes par le despotisme éclairé. Plutôt que de donner le pouvoir à un Tiers-Etat d'origine bourgeoise qui n'existe pas en Russie, il le confie directement aux paysans. Il fait en cela œuvre révolutionnaire sans être lui-même révolutionnaire. La parenté idéologique avec un autre révolutionnaire, l'abbé de Raynal, est frappante. Comme ce dernier qui s'élève contre l'esclavage aux colonies, il trouve des accents énergiques pour dénoncer une forme plus honteuse encore de l'esclavage : le servage. Ils poussent l'un et l'autre jusqu'à l'extrême logique : la révolte violente des esclaves et la chute sanglante du despotisme. Point ici de vision théorique du paysan, mais des conversations bouleversantes de réalisme. Dans son *Ode à la Liberté*, il met en garde le tyran contre le tragique destin qu'il se prépare.

R.V.S.

HISTOIRE DE L'EGLISE

Charles SAUMAGNE, *Tacite et saint Paul*, dans *Revue historique*, t. 232, p. 67-110, Paris, PUF, 1964.

Les origines du Christianisme et de la diffusion des sectes chrétiennes restent matière à débat. Les persécutions ne constituent pas le problème le moins débattu. On souligne ici les liens qui associent les Juifs et les Chrétiens, longtemps considérés comme des Juifs incirconcis. Si les premiers bénéficient généralement de la protection de l'Etat romain, les seconds sont suspects en raison de leur « athéisme » au regard des coutumes romaines. On dénonce au passage la légende de la persécution contre les chrétiens au lendemain de l'incendie de Rome. Cette version découle d'une interpolation de Sulpice-Sévère qui écrit plus de trois siècles après les faits. L'allusion de Tacite à des poursuites contre les Chrétiens concerne les décisions prises par Titus au lendemain de la prise de Jérusalem. Il souligne à cette occasion la nécessité d'anéantir « la superstition des Juifs et de ceux que l'on appelle vulgairement chrétiens, gens que leurs dérégléments avaient rendus odieux ». Le passage écrit par Tacite dans les *Histoires* non dans les

Annales, date de la fin du premier siècle environ ; l'auteur a été mêlé de fort près à la vie publique de la seconde moitié de ce siècle, depuis la chute de Jérusalem en 70. Il est certain qu'il assigne aux Chrétiens une place particulière. Il voit sans doute en eux le produit social et l'instrument véhiculaire de l'expansionnisme mystique du judaïsme hors de son cadre national originel.

On nous explique également les origines des propos concernant l'adoration par les Chrétiens d'un « dieu à tête d'âne », allusion à un épisode biblique où des onagres amènent la découverte d'une nappe d'eau dans le désert, et commémoré par une secte judaïsante à laquelle les premiers chrétiens pourraient être assimilés.

Tertullien s'est efforcé de démontrer, en rejetant les allégations du commun identifiant *Christus* avec un homme, qu'il s'agissait en vérité d'un dieu dont le culte est placé sous le couvert protecteur de la religion judaïque.

Ainsi les chrétiens ne peuvent nullement être taxés d'« athées » encourir des pénalités pour crime d'impunité.

Le formalisme juridique romain expliquerait en partie les persécutions.

R.V.S.

Bernard GUILLEMAIN, *La cour pontificale d'Avignon (1309 - 1376), Etude d'une société*, Paris, de Boccard, 1962, 807 p.

L'auteur présente au lecteur le pape, les cardinaux, les officiers de la curie, avec les organes du gouvernement pontifical, les immigrés de toute origine et de toute profession classés sous la dénomination collective de *courtisans* parce que attirés par la cour.

L'installation de la Curie à Avignon en 1309 fait de Clément V le premier pape avignonnais. Il n'y résida que très peu. Son successeur s'y fixa définitivement (J. XXII). La Curie se modifie profondément de 1309 à 1314. En 1305, le conclave compte 12 Italiens, 2 Français, 1 Castillan ; en 1314, 8 Italiens et 16 Français. Jusqu'en 1378, 134 cardinaux entrèrent au Sacré Collège, dont 4/5e originaires de France. Aucun Allemand ne connut pareil honneur. Les plus favorisés furent les Français du Centre et du Midi. Ils furent plus des politiciens que des théologiens.

Quant au personnel de la Curie, il compte 70 % de Français dont 50 % de méridionaux ; les Italiens représentent 23

% ; Impériaux, Anglais, Ibériques, Scandinaves ou Slaves sont en nombre infime.

Le personnel domestique des cardinaux est souvent originaire de France du Nord. En 1360, la population avignonnaise totalise 4.000 à 5.000 têtes dont un millier de Juifs adonnés au courtage, protégés par le pape, et vivant dans un ghetto d'un hectare. Il faut y ajouter les courtisans, ce qui fait environ 20.000 en 1378. On y trouve beaucoup de Comtois, Lorrains, Liégeois.

R.V.S.

R. M. KINGDON, J. F. BERGIER, *Registres de la Compagnie des Pasteurs de Genève au temps de Calvin*, 2 vol., Genève, Droz, 1964.

Connaitre la vie de Genève sous Calvin par le dedans, à travers les délibérations de la Vénérable Compagnie des Pasteurs de Genève, s'introduire dans la conduite de l'Eglise et de l'Etat, quelle meilleure introduction à la Réforme dans ses manifestations calvinistes ? Les *Ordonnances ecclésiastiques*, le *Consensus Tigurinus*, les procès de Jérôme Bolsec et de Michel Servet, les relations entre le Conseil de la ville de Genève et le Consistoire, dont les attributions sont attentivement délimitées. Les décisions particulières concernant la vie des habitants et les visites des paroisses fourniront de nombreuses motivations au professeur imaginaire.

R.V.S.

S. DELACROIX, *La réorganisation de l'Eglise de France après la révolution (1801 - 1809)*, t. 1, *Les nominations d'évêques et la liquidation du passé*, Paris, éd. du Vitrail, 1962.

On goûtera sous la plume de ce professeur de l'Institut catholique de Paris la description de l'utilitarisme religieux du Premier Consul et de Jean-Etienne-Marie Portalis, son directeur des cultes. Leur conception du rôle de la religion apparaît comme la conjonction de la pensée du XVIIIe siècle et de l'expérience révolutionnaire. On savourera leur cynisme et leur sécheresse. Napoléon Bonaparte ramène la religion à une hygiène de l'imaginaire humaine, à « une sorte d'inoculation ou de vaccine qui, en satisfaisant notre amour du merveilleux, nous garantit des charlatans et des sorciers ». L'influence de Rousseau est patente : « Il importe

à l'Etat que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs ». Pour Portalis, catholique convaincu, il est avant tout souple et pragmatiste. Le Français reste catholique : c'est une réalité psychologique, sociale, politique que l'Etat ne peut ignorer. L'utilité de la religion, c'est qu'elle fonde la morale, inspire la soumission aux lois, impose l'ordre social : la vérité théologique de la religion importe peu. Le gouvernement doit, à tout prix, faire de la religion dominante un instrument au service de l'Etat. La *Proclamation du Concordat* le souligne clairement : « Que vos leçons et vos exemples forment les jeunes citoyens à l'amour de nos institutions, au respect et à l'attachement pour les autorités tutélaires. » Pour la Papauté, le Concordat sauvait la Chrétienté et affirmait la primauté de Rome au prix d'une capitulation passagère.

R.V.S.

FRANCE ET ANGLETERRE AU XVIII^e SIECLE ET PENDANT LA REVOLUTION

François CROUZET, *Bilan de l'économie britannique pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire*, dans *Revue historique*, t. 234, p. 71-110, Paris, PUF, 1965.

Contrairement à la France, la Grande-Bretagne connaît une conjoncture décennale favorable au moment de la Révolution. Les transformations techniques dans le textile, l'expansion de la métallurgie primaire, la fièvre des canaux apportent des changements structurels importants. Si les prix haussent jusque vers 1800 dans tous les secteurs, ils baissent en agriculture à partir de 1800, dans les textiles de 1799, dans la métallurgie de 1802, les mines de houilles de 1809 par suite de la surproduction et des difficultés d'écoulement dues à la guerre. La hausse agricole amena une accélération des enclosures et des défrichements. Malgré la baisse des prix, la production textile maintint une croissance ralentie, surtout grâce au coton, de même que l'industrie métallurgique primaire. La construction s'accéléra à la fin de la guerre, sans doute en raison de la disponibilité de capitaux rendus libres par le relâchement du commerce et de l'industrie. Dans l'ensemble, le volume de la production industrielle globale a sensiblement augmenté, mais de façon

nettement plus modérée que les secteurs clés du fer et du coton. Plus la guerre dure, plus le ralentissement s'accroît. La croissance a été plus rapide durant les périodes précédant et suivant la guerre. La difficulté d'approvisionnement outre-mer, la mobilisation de 500.000 hommes, les dépenses militaires improductives expliquent le mouvement que l'on a souvent décrit de manière inverse pour louer les effets stimulants de la guerre. Les investissements se détournent vers l'agriculture en raison des hauts prix de ce secteur, vers la construction, y compris celle de bâtiments de commerce et d'installations portuaires. Le ralentissement dû à la guerre fut plus manifeste encore sur le continent.

Sur le plan des salaires, ils haussent moins que la valeur des produits. Il y eut des effondrements, des années de cherté soudaine. Les ouvriers spécialisés sont dans une situation plus favorable de même que les ouvriers agricoles. Les tisserands à domicile connaissent par contre un effondrement de 50 %. La consommation de viande par tête diminue, de même que celle du blé ; seule la consommation de pommes de terre augmente de moitié. Tout confirme un déclin du niveau de vie moyen. Cependant le monde des affaires continue à accumuler du capital contrairement au continent. Les propriétaires fonciers bénéficient de la hausse des prix agricoles et des fermages. Leurs dépenses augmentent, ils payent leurs dettes. Les tenanciers eurent peu de part à ce profit, les frais de culture augmentent, les baux sont réajustés. Les dépenses de l'Etat sextuplent en raison de l'effort de guerre et du poids de la dette. Les dépenses militaires passent de 5,5 millions en 1792 à 72 en 1814. La recette fiscale est perçue pour plus de moitié par des impôts indirects, et ce malgré la création de l'*income tax*. Pour une croissance du revenu global de moins de 100 %, les recettes fiscales augmentent de plus de 400 %. Après la guerre, les rentiers sont remboursés en monnaie solide de prêts consentis contre de la monnaie dévaluée. Le prolétariat agit par les crises est jugulé par des lois répressives (*Combination Acts* de 1799, 1800). La bourgeoisie d'affaire mécontente des tensions demande à intervenir dans les affaires politiques. Ainsi s'annoncent la réforme électorale et le libre-échange hostile à l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques. Quant aux travailleurs, leurs réactions se

furent de manière anarchique, soit par la prétention d'un retour en arrière, soit par la prise de conscience de réformes parlementaires, économiques et sociales.

R.V.S.

François CROUZET, *Croissance comparée de l'Angleterre et de la France au XVIII^e siècle*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 21, p. 254-291, Paris, Colin, 1966.

Les travaux récents sur l'économie du XVIII^e siècle en France varient seulement dans la gamme des pessimismes ; en Angleterre, pour la même époque, les jugements sont plus optimistes. Le mouvement de baisse des prix est plus tardif sur l'île que sur le continent, les fluctuations à court terme sont moins violentes. Le revenu de l'Anglais par tête augmente, malgré le cru démographique. L'expansion coloniale précoce de l'Angleterre encourage le mouvement, de même que la croissance de Londres et l'apparition de l'industrie cotonnière. Au début du XVIII^e siècle, l'Angleterre l'emporte sur la France grâce à une agriculture à plus forte productivité, grâce à un mouvement d'inventions encouragé par les besoins de techniques nouvelles, grâce enfin à un capital commercial plus important, un volume d'échanges élevé, appuyé sur une flotte considérable, soutenu par un système bancaire d'avant-garde. Le retard pris au XVIII^e siècle, la France fut incapable de le combler au XVIII^e siècle malgré un net ralentissement de la croissance en Grande-Bretagne et une accélération sur le continent. Durant cette période, le volume du commerce anglais croît de 2,4, celui de la France de 5. Ce pays reste le fournisseur de la plupart des pays continentaux sauf le Portugal. Les produits anglais ne commencent à affluer qu'après 1780 et la perte des treize colonies. Il est vrai que la France eut fort à souffrir des guerres de ce siècle qui expulsèrent son commerce des mers durant de longues périodes. L'incidence du commerce colonial, trop centré sur Saint-Domingue, explique le développement industriel des ports atlantiques.

Pour l'industrie, l'Angleterre passe en un siècle de 1 à 2,85 et la France de 1 à 4. Si l'Angleterre l'emporte en textile, la France produit plus en métallurgie. En volume de production, la France est à la première place pour les lainages, les toiles, les soieries, le fer ; à la seconde, pour

le charbon, les métaux non-ferreux, les navires. L'accélération rapide d'après 1780 marque l'entrée de l'Angleterre dans la Révolution industrielle. En France les avis sont mélangés selon qu'on se fonde sur l'industrie ancienne ou l'industrie nouvelle, celle-ci grandit rapidement après 1750.

En agriculture, la France progresse de 60 % contre 35 à l'Angleterre. Ce pays est néanmoins plus développé, plus prospère en revenu par tête. La population est plus urbanisée, un quart est employée dans l'industrie ; l'économie de subsistance a disparu, alors qu'en France l'autarcie est totale dans nombre de régions. Le traditionalisme industriel français est dépassé par le dynamisme industriel britannique. Toutes les grandes inventions sont anglaises, les Français se complaisent dans des jeux de salon (automates). Les structures institutionnelles laissent toute liberté en Angleterre, alors que la France reste sous l'emprise des contraintes corporatives. Il y avait en Angleterre plus d'apréty dans la poursuite du gain et en France trop de nonchaloir, même si les mentalités de classes n'étaient au total pas tellement différentes, encore que la barrière fût plus basse en Angleterre entre aristocratie et bourgeoisie. Tandis qu'en France, on observe une paupérisation des classes rurales, en Angleterre l'accroissement du revenu par tête favorise la croissance du marché intérieur, y compris les colonies. Les besoins d'une classe moyenne plus importante qu'en France donne à l'industrie de masse anglaise une qualité supérieure à l'industrie pour la masse française de qualité médiocre, même si à l'intention de l'aristocratie fortunée la France produise des marchandises de luxe ou de demi-luxe peu aptes à jouir des bienfaits de la mécanisation. La concentration des ouvriers en usine contribue à améliorer la production en Angleterre. Les fluctuations de la demande y sont moins violentes parce que la proportion destinée à l'exportation est plus forte et contrebalance l'influence de la conjoncture interne. Si les guerres du XVIII^e siècle n'ont pas eu d'influence marquante sur la croissance du commerce britannique, il n'en est pas de même après la révolution française où il monopolise tous les marchés d'outre-mer.

Les besoins de l'économie britannique ont donc provoqué la percée technique souvent qualifiée de révolution industrielle, car le pays souffrait de pénurie de

matériaux ou de moyens qu'il était nécessaire de compenser. Ainsi la houille l'emporte sur le bois, la mine entraîne l'emploi de la machine d'exhaure à vapeur. Les méfaits du système domestique de production dont la main-d'œuvre ne peut être surveillée et dont les frais marginaux augmentent le coût, entraînent l'emploi de machines destinées à abaisser l'importance du poste salaire. L'autofinancement est à la base de la concentration capitaliste. En France, l'existence d'un prolétariat à demi employé maintient les activités des marchands-fabricants de type ancien. En Angleterre, les conditions étaient plus favorables au progrès tech-

nique qu'en France, elles déclenchèrent un processus cumulatif capable de s'entretenir lui-même, que la France ne connut que plus tard lorsque des causes extérieures (concurrence anglaise) agirent sur son économie. Rien n'était perdu lorsque la Révolution rendit ce décalage irrémédiable en raison des perturbations sociales.

Les nombreuses références de cet article de synthèse aideront les professeurs à illustrer de chiffres ces données, ils y trouveront aussi des textes et des graphiques.

R.V.S.